



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/566/Add.7
29 novembre 1996

ORIGINAL : FRANÇAIS

Cinquante et unième session
Point 67 de l'ordre du jour

CRÉATION D'UNE ZONE EXEMPTÉ D'ARMES NUCLÉAIRES
DANS LA RÉGION DU MOYEN-ORIENT

Rapport de la Première Commission (Partie VIII)*

Rapporteur : M. Parfait-Serge ONANGA-ANYANGA (Gabon)

I. INTRODUCTION

1. La Première Commission a examiné le point 67 de l'ordre du jour en même temps que toutes les autres questions liées au désarmement et à la sécurité internationale. (Pour plus amples détails, se reporter au document A/51/566.) Les documents dont la Commission était saisie pour cet examen sont indiqués au paragraphe 3 du document A/51/566.

II. EXAMEN DU PROJET DE RÉOLUTION A/C.1/51/L.28 et Rev.1 et 2

2. À la 17e séance de la Commission, le 7 novembre 1996, le représentant de l'Égypte a présenté un projet de résolution intitulé "Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient" (A/C.1/51/L.28).

3. La Commission a par la suite été saisie d'un projet de résolution révisé présenté par le même auteur (A/C.1/51/L.28/Rev.1), ainsi modifié par rapport à la version précédente :

* Les rapports de la Commission sur les travaux qu'elle a consacrés aux points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale (points 60, 61 et 63 à 81) seront publiés sous la cote A/51/566 et additifs.

a) Le quatrième alinéa du préambule, qui se lisait :

"Soulignant aussi que la création de zones exemptes d'armes nucléaires, en particulier dans les régions de tension, telles que le Moyen-Orient, sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée, renforce la paix et la sécurité régionales et mondiales,"

était supprimé;

b) Le septième alinéa du préambule, qui se lisait :

"Soulignant que la sûreté nucléaire doit primer toutes autres considérations,"

était supprimé;

c) À la fin du paragraphe 3, le membre de phrase "et de la déclaration faite par le Président et acceptée par la Conférence générale le 20 septembre 1996, relatives à l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient" était supprimé.

4. À la 24e séance, le 15 novembre, le représentant de l'Égypte a présenté une nouvelle version révisée du projet (A/C.1/51/L.28/Rev.2), ainsi modifié par rapport à la version antérieure :

a) Le quatrième alinéa du préambule, qui se lisait :

"Constatant que la création d'autres zones exemptes d'armes nucléaires a contribué de manière appréciable au maintien de la paix et de la sécurité internationales,"

était supprimé;

b) Le onzième alinéa du préambule, qui se lisait :

"Prenant note également des décisions et de la résolution relatives au Moyen-Orient, adoptées par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation,"

était supprimé;

c) Le paragraphe 4, qui se lisait :

"4. Souligne qu'il importe de progresser rapidement dans les négociations bilatérales de paix en cours au Moyen-Orient pour promouvoir la sécurité dans la région;"

était remplacé par le texte suivant :

"4. Note l'importance de négociations bilatérales sur le Moyen-Orient et des travaux du Groupe de travail multilatéral sur la maîtrise des armements et la sécurité régionale pour promouvoir la confiance mutuelle et la sécurité au Moyen-Orient, y compris la création d'une zone exempte d'armes nucléaires;".

5. À la 25e séance, le 18 novembre, le représentant d'Israël a présenté un amendement (A/C.1/51/L.54) au projet de résolution révisé A/C.1/51/L.28/Rev.2, amendement qui tendait à remplacer le paragraphe 4 du projet par le texte suivant :

"4. Note l'importance des négociations bilatérales en cours sur la paix au Moyen-Orient et des travaux du Groupe de travail multilatéral sur la maîtrise des armements et la sécurité régionale pour promouvoir la confiance mutuelle et la sécurité au Moyen-Orient, y compris la création d'une zone exempte d'armes nucléaires;".

6. À la même séance, la Commission a adopté par 61 voix contre 28, avec 33 abstentions l'amendement A/C.1/51/L.54 au projet de résolution révisé A/C.1/51/L.28/Rev.2 à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kazakstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Mexique, Monaco, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine, Uruguay.

Ont voté contre : Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Brunéi Darussalam, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Oman, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Tunisie, Yémen.

Se sont abstenus : Belize, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Colombie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Ghana, Guatemala, îles Salomon, Inde, Kenya, Kirghizistan, Malte, Myanmar, Népal, Nicaragua, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie,

Sri Lanka, Tchad, Thaïlande, Togo, Venezuela, Zambie, Zimbabwe.

7. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/51/L.28/Rev.2, tel qu'amendé, sans le mettre aux voix (voir par. 8).

III. RECOMMANDATION DE LA PREMIÈRE COMMISSION

8. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du moyen-orient

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3263 (XXIX) du 9 décembre 1974, 3474 (XXX) du 11 décembre 1975, 31/71 du 10 décembre 1976, 32/82 du 12 décembre 1977, 33/64 du 14 décembre 1978, 34/77 du 11 décembre 1979, 35/147 du 12 décembre 1980, 36/87 A et B du 9 décembre 1981, 37/75 du 9 décembre 1982, 38/64 du 15 décembre 1983, 39/54 du 12 décembre 1984, 40/82 du 12 décembre 1985, 41/48 du 3 décembre 1986, 42/28 du 30 novembre 1987, 43/65 du 7 décembre 1988, 44/108 du 15 décembre 1989, 45/52 du 4 décembre 1990, 46/30 du 6 décembre 1991, 47/48 du 9 décembre 1992, 48/71 du 16 décembre 1993, 49/71 du 15 décembre 1994 et 50/66 du 12 décembre 1995, relatives à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient,

Rappelant également les recommandations visant à créer une telle zone au Moyen-Orient conformément aux dispositions des paragraphes 60 à 63, notamment de l'alinéa d) du paragraphe 63, du Document final de sa dixième session extraordinaire¹,

Soulignant les dispositions fondamentales des résolutions susmentionnées, qui demandent à toutes les parties directement intéressées d'envisager de prendre d'urgence les mesures concrètes voulues pour donner effet à la proposition tendant à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient et, dans l'attente et au cours de l'établissement d'une telle zone, de déclarer solennellement leur intention de s'abstenir, sur la base de la réciprocité, de fabriquer, d'acquérir ou de posséder d'aucune autre manière des armes nucléaires et des dispositifs explosifs nucléaires, de ne pas autoriser l'implantation d'armes nucléaires sur leur territoire par aucune tierce partie, d'accepter de soumettre toutes leurs installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de déclarer leur appui à la création d'une telle zone et de déposer leurs déclarations auprès du Conseil de sécurité aux fins d'examen, selon qu'il conviendra,

Réaffirmant le droit inaliénable qu'ont tous les États d'exploiter l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et de se doter des moyens nécessaires à cet effet,

¹ Résolution S-10/2.

Soulignant aussi qu'il faut des mesures appropriées d'interdiction des attaques militaires contre les installations nucléaires,

Ayant à l'esprit que, depuis sa trente-cinquième session, elle a par consensus exprimé sa conviction que la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient servirait grandement la cause de la paix et de la sécurité internationales,

Souhaitant faire fond sur ce consensus pour permettre des progrès notables vers la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient,

Saluant toutes les initiatives tendant au désarmement général et complet, y compris dans la région du Moyen-Orient, et en particulier à la création dans cette région d'une zone exempte d'armes de destruction massive, notamment d'armes nucléaires,

Prenant note des négociations de paix au Moyen-Orient, qui devraient avoir un caractère global et constituer un cadre approprié pour le règlement pacifique des litiges dans la région,

Sachant l'importance d'une sécurité régionale crédible, notamment la création d'une zone exempte d'armes nucléaires pouvant faire l'objet de vérifications mutuelles,

Soulignant que l'Organisation des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer dans la création d'une zone exempte d'armes nucléaires pouvant faire l'objet de vérifications mutuelles,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 50/66²,

1. Prie instamment toutes les parties directement intéressées d'envisager sérieusement de prendre d'urgence les mesures concrètes voulues pour donner effet à la proposition tendant à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, conformément à ses résolutions sur la question, et, pour aider à atteindre cet objectif, invite les pays intéressés à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires³;

2. Demande à tous les pays de la région qui ne l'ont pas encore fait d'accepter, en attendant la création d'une telle zone, de soumettre toutes leurs activités nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

3. Prend note de la résolution GC(40)RES/22 adoptée le 20 septembre 1996 par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à sa quarantième session ordinaire, en ce qui concerne l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient;

² A/51/286.

³ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 79, No 10485.

4. Note l'importance de négociations bilatérales sur le Moyen-Orient et des travaux du Groupe travail multilatéral sur la maîtrise des armements et la sécurité régionale pour promouvoir la confiance mutuelle et la sécurité au Moyen-Orient, y compris la création d'une zone exempte d'armes nucléaires;

5. Invite tous les pays de la région à déclarer, en attendant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, leur appui à la création d'une telle zone, conformément à l'alinéa d) du paragraphe 63 du Document final de sa dixième session extraordinaire¹, et à déposer leurs déclarations auprès du Conseil de sécurité;

6. Invite également ces pays à s'abstenir, en attendant la création de la zone, de mettre au point, fabriquer, mettre à l'essai ou acquérir d'aucune autre manière des armes nucléaires ou d'autoriser l'implantation sur leur territoire, ou sur des territoires placés sous leur contrôle, d'armes nucléaires ou de dispositifs explosifs nucléaires;

7. Invite les États dotés de l'arme nucléaire et tous les autres États à prêter leur concours à la création de la zone et à s'abstenir en même temps de toute action contraire à la lettre et à l'esprit de la présente résolution;

8. Prend acte du rapport du Secrétaire général²;

9. Invite toutes les parties à étudier les moyens de favoriser le désarmement général et complet et la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient;

10. Prie le Secrétaire général de poursuivre les consultations avec les États de la région et les autres États intéressés, conformément au paragraphe 7 de la résolution 46/30 et compte tenu de l'évolution de la situation dans la région, et de demander l'avis de ces États sur les mesures exposées dans les chapitres III et IV de l'étude figurant en annexe à son rapport⁴, ou sur d'autres mesures pertinentes, en vue de progresser vers la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient;

11. Prie également le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport sur la suite donnée à la présente résolution;

12. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session la question intitulée "Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient".

⁴ A/45/435.